

DU RAPPORT PEARSON (1970) AU RAPPORT BRANDT (1980) OU LA CRISE DE L'IDEOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

Par

Samir AMIN

1. Il est maintenant reconnu par tout le monde que le système mondial est entré dans une crise structurelle durable qui frappe tous les aspects de la vie sociale, économique et politique, remet en question les modalités de la division internationale du travail sur les bases de laquelle la croissance exceptionnelle des années 1945-1971 s'est développée, comme elle remet en question les modèles nationaux de croissance et de développement des différents segments du système mondial, Nord et Sud.

L'objet de cet article n'est pas de revenir sur la nature et les perspectives de cette crise, sujet sur lequel nous nous sommes déjà exprimés au moins quatre fois depuis 1974 (1). Il est d'examiner les «solutions» proposées, singulièrement en ce qui concerne les rapports Nord-Sud, par le rapport de la Commission Brandt et par les stratégies de la «troisième décennie du développement» des Nations Unies (2).

Il va de soi, néanmoins, que notre hypothèse, implicite ici, explicite ailleurs, est que cette crise, dont l'aspect principal est situé au plan de la division internationale du travail, est la résultante normale de changements des rapports de force, économiques et politiques, accumulés par la croissance même des années 1945-70. Les principaux de ces changements sont d'ailleurs situés le long du 40e parallèle et intéressent : (i) les rapports économiques intra Ouest, marqués par la fin de l'hégémonie américaine et l'émergence du Japon d'une part, de l'Europe (en particulier de l'Allemagne) d'autre part, comme partenaires désormais compétitifs, voire même capables d'arracher aux Etats Unis certains au moins de leurs portions dominantes ; (ii) les rapports militaires Ouest-Est soviétique, marqués par l'égalité des deux super-puissances depuis 1960 ; et (iii) les rapports politiques Ouest-Est soviétique, Chine, marqués par l'émergence de la Chine, devenue nation autonome, capable de soumettre sa stratégie internationale aux impératifs de ses choix de développement. Par contre les rapports Nord-Sud ne se sont modifiés que marginalement : victime du développement extraverti, qui s'est poursuivi et approfondi durant la période 1945-70, le Tiers-monde est entré dans la crise en partenaire faible, qui subit de plein fouet les effets de celle-ci. Aussi, pour cette raison essentielle, le projet de «Nouvel Ordre Economique International», qui traduit les aspirations des Etats du Tiers-monde, n'a pas reçu le moindre début de mise en oeuvre. Dans ces conditions, les sociétés du Tiers-monde, enfermées dans une voie sans issue, ne parviendront à sortir de l'impasse que dans la mesure où elles seront capables, par leur propre transformation interne, de se «déconnecter» au maximum du système mondial, de «prendre leurs distances», de se concentrer sur la construction d'une économie et d'une société nationale et populaire. En seront-elles capables ?

Seront-elles capables d'améliorer leurs chances par un soutien mutuel qui constitue le contenu progressiste éventuel d'une «autonomie collective», complémentaire de leurs efforts «autonomie nationale»? En tout cas il n'y a pas de choix. Car, à défaut, il n'y a guère de perspective que celle de la soumission totale de ces sociétés aux stratégies des transnationales, ce qui implique une mise sous tutelle politique aggravée. Ou encore d'expressions populaires de types «populiste» qui, bien qu'elles expriment avec force ce que les peuples en question refusent, s'avèrent incapables de définir le contenu d'une stratégie positive cohérente de développement national et populaire, et, de ce fait, amorcent une série de processus d'effondrement et de désintégration dont il est impossible de prévoir l'issue. Mais après tout l'histoire s'est largement faite de cette façon.

La crise, parce qu'elle est globale, est donc naturellement aussi celle de la «théorie», que ce soit la théorie de la croissance et de l'accumulation capitaliste au centre (où les politiques inspirées par le keynésianisme ou par le monétarisme classique font faillite et ne sont pas capables de rendre compte des phénomènes nouveaux comme la «stagflation») ou la théorie conventionnelle du «développement-modernisation».

Le Nouvel Ordre Economique International, les recommandations du rapport de la Commission Brandt, les stratégies des Nations Unies pour la décennie 80 constituent des tentatives de répondre aux défis de notre époque en sauvegardant ce qui, aux yeux des responsables, paraît être essentiel : «l'interdépendance globale» des sociétés contemporaines.

2. Nous nous sommes déjà exprimés sur le sujet du NOEI et avons tenté d'en dégager la nature, la cohérence des propositions, les divergences dans son interprétation et les échecs de sa mise en œuvre. Nous n'y reviendront pas (3) et mettrons ici l'accent sur le rapport Brandt.

2.1. Le rapport Brandt partage cette philosophie générale – que son titre même, «un programme de survie», rappelle – selon laquelle l'interdépendance est synonyme d'intérêts communs des partenaires. Ce qui doit être sauvé, c'est donc bien cette «interdépendance globale» menacée. Le système mondial – un système mondial – (sous-entendu capitaliste ?) doit être maintenu, et les différentes sociétés nationales doivent trouver leur place et situer leur développement dans le développement globale du système. Tout le rapport, ses recommandations et ses analyses (ou son absence d'analyses précisément), sont fondés sur ce choix. L'hypothèse que l'intérêt commun l'emporte sur les conflits d'intérêts appelle inexorablement le style «voeux pieux» : citons les gouvernements du monde voulaient bien . . .

Bien entendu cette philosophie n'est pas la nôtre. Nous pensons que l'histoire lui a infligé trop de démentis pour continuer à l'accepter (i) car l'histoire a été jusqu'ici celle à la fois de l'interdépendance et de l'asymétrie dans celle-ci (le terme même d'interdépendance est donc inexact, et celui de dépendance est plus correct). (ii) L'histoire de ce développement inégal est celle de l'évolution inégale des forces des partenaires et, par conséquent celle d'une succession de phases de développement dans le système (phases «A» de croissance globale dans un système défini par des règles – notamment de la division du travail – et des hiérarchies, une ou plusieurs hégémonies etc . . .) et de crises, passages forcés d'une phase A, à une phase A₂ par une crise B,

(définie par la remise en cause des règles et des hiérarchies). Les phases B de crise expriment le conflit des intérêts ; et le changement, qui résulte du règlement de ces conflits, est fondé sur la reconnaissance du nouvel équilibre des forces. (iii) Les modifications des rapports de force trouvent leur source à la fois dans les effets cumulés de l'interdépendance inégale et dans les transformations internes des sociétés. C'est en définitive l'évolution et le changement dans les ordres internes qui commande l'ordre international, et non l'inverse.

Notre période est précisément celle d'une phase B de « crise ». Il ne sert donc à rien de gommer les conflits d'intérêts, qui sont primaires, ou de les tenir pour mineurs. C'est s'interdire de comprendre.

On opposera donc aux recommandations déduites de cette philosophie - dont on montrera l'inconsistance - la recommandation globale, et exactement inverse dans sa direction, d'une « déconnexion » maximale. Réduire l'interdépendance, voilà le mot d'ordre. Donner la priorité au développement autocentré et populaire, amorcer et renforcer l'autonomie collective du Sud, voilà le sens aujourd'hui du non-alignement.

2.2 Le « remède » à la crise globale proposé par le rapport est celui d'un « Keynésianisme mondial » selon l'expression heureuse d'André Grunder Frank (4). « Un transfert massif de ressources du Nord vers le Sud permettrait de relancer la machine en panne (et, en passant de résorber le chômage), au Sud et au Nord . . . » (pages 67 et suiv.).

Le NOEI propose, dans cette même perspective, mieux, plus fort, et sans le détour - discutable - inutile, par le biais du « transfert des ressources ». Le NOEI propose en effet simplement une industrialisation d'exportation du Sud vers le Nord, fondée sur les salaires bas et les ressources naturelles abondantes. Cette délocalisation massive de l'industrie aurait sans aucun doute l'effet de relever globalement le taux de rentabilité : le Keynésianisme dans ce domaine simplifie : il attribue la crise à une insuffisance de la demande qui peut être stimulée par une redistribution du revenu. Il s'abstient de passer au plan de l'organisation de la production. Le NOEI vise directement celle-ci. La délocalisation est évidemment à la fois redistribution des forces productives, donc des revenus, et relèvement du taux du profit. De plus, loin de mendier un « transfert » supplémentaire dont l'histoire a démontré les limites et les caractères - largement néfastes - le NOEI envisage le relèvement des prix des exportations traditionnelles du Sud (et invite pour cela à l'action unilatérale par la cartellisation, suivant l'exemple du pétrole) et la mobilisation des ressources supplémentaires dégagées de cette manière (et surtout des rentes minières et pétrolières) pour financer la nouvelle étape de la croissance sans « transfert ».

Bien entendu les partenaires de la redistribution en question ne sont pas les « peuples », mais les pays. Le NOEI n'a pas cette naïveté de les confondre. En fait une industrialisation d'exportation fondée sur la main d'œuvre à bon marché suppose : (i) une agriculture exploitée qui fournit aux villes à la fois la force de travail prolétarisée en surabondance et des vivres à bon marché, et (ii) le chômage urbain, une classe ouvrière et des classes moyennes subalternes pauvres. Le projet n'est donc pas un projet de « développement en faveur des pauvres », mais un projet d'accumulation du capital.

Bien entendu aussi les partenaires dans le conflit n'étant pas les « peuples », mais les classes dirigeantes, la bataille pour la redistribution en

question oppose les capitaux du Nord aux Etats du Sud sur le terrain du partage d'un surplus croissant. Et c'est là que s'opposent deux interprétations du NOEI : celle des monopoles du Nord (redéploiement sous leur houlette) et celle des Etats du Sud (industrialisation d'exportation certes mais aussi nationalisation de la rente, cartels de producteurs et mise en place parallèle d'une économie et d'une industrie – capitalistes certes – mais non moins autocentrées, dont les exportations prolongent des productions tournées vers l'intérieur en les rendant possibles par l'importation massive de technologie). Que les Etats du Sud n'aient pas la force d'imposer le repartage, cela paraît clair aujourd'hui. Qu'il faille alors se rabattre sur le redéploiement des monopoles, comme s'y rallie le rapport Brandt, il est douteux que cela soit compatible avec l'intérêt des peuples et même des Etats du Sud.

2.3 L'absence d'analyse relative aux causes et mécanismes du «sous-développement» conduit le rapport Brandt à proposer, pour chaque question abordée, des solutions insuffisantes et illusoire.

a) S'agissant des pays «les moins développés», le rapport fait comme s'il s'agissait d'un groupe homogène, alors que l'analyse historique nous avait amené à proposer plusieurs types de pays «moins développés» pour des raisons différentes, tenant à leur intégration dans le système mondial comme «périphéries de périphéries» fournisseurs soit de main d'œuvre migrante (par exemple : (i) l'économie de traite au «second degré» comme la Haute Volta par rapport à la Côte d'Ivoire ou (ii) les «réserves», comme les Bantoustans, ou le Lesotho) soit de produits vivriers (par exemple : les pays du Sahel exportateurs de viande, et naguère de céréales vers la Côte du Benin...). (5)

La «recommandation» faite par le rapport – donner la priorité à l'agriculture – est de ce fait, superficielle. Sans doute cette priorité s'impose-t-elle. Mais les modèles d'exploitation coloniale, fondés aussi sur cette priorité (l'économie de traite, celle des compagnies concessionnaires et celle des réserves) sont à l'origine historique de la misère actuelle des campagnes africaines. (6) Et les politiques «nouvelles» – l'encadrement bureaucratique, la koulakisation ou l'agrobusiness – que préconise la Banque Mondiale – en réduisant la priorité vivrière à celle de projets vivriers sans remise en cause de la politique globale d'intégration mondiale – sont, de ce fait, voués nécessairement à aggraver la misère des paysans.

b) La «priorité vivrière» – qui ne s'impose pas seulement pour les pays «moins développés, mais pour les autres aussi» – NICs, pays nouvellement industrialisés ou «semi-industrialisés» aussi – exige bien autre chose : (i) la remise en cause de la politique globale à tous les plans (distribution du revenu, salaires réels et prix agricoles, fiscalité et financement etc...) ; (ii) la mise en place d'industrie au service de la priorité agricole (et non de l'exportation ou de la satisfaction de la demande solvable sur la base des structures actuelles) ; (iii) l'autonomie des communautés paysannes dans la conception et l'exécution de leurs projets de développement (et cela va bien au-delà des réformes agraires préconisées dans le rapport) ; et enfin (iv) la prise de distance à l'égard des critères de rentabilité étant entendu que la mise en place d'une économie et d'une société nationales et populaires entre en contradiction avec les exigences de la «compétition internationale».

Ce qui est dit de l'agriculture est valable aussi, *mutatis mutandis*, pour les autres secteurs d'intérêt populaire : les activités de la petite entreprise et de l'artisanat au service de la consommation populaire. Le rapport Brandt préconise « l'assistance au secteur informel » ; mais il ignore que ce secteur, articulé comme il l'est à une économie qui n'est pas tournée vers la satisfaction des besoins populaires, est, de ce fait, exploité. Et le discours classique sur les « services sociaux » ne saurait être substitué aux exigences de l'autonomie réelle des collectivités populaires. (7)

La construction d'une économie au service de la satisfaction des besoins populaires exige certainement des « réformes internes ». Mais l'histoire – et la politique – démontrent que ces réformes sont fort peu compatibles avec les exigences de l'intégration au système mondial. Et pourquoi le rapport est-il si timide au point de n'oser point condamner les politiques de « déstabilisation » des régimes populaires, mises en œuvre par les puissances et les institutions internationales comme le FMI ? Dans ces conditions les gouvernements du Tiers-Monde ont raison de considérer que cette recommandation est démagogique, parce qu'elle attribue la responsabilité de la situation actuelle à ces seuls gouvernements.

c) Timidité à l'encontre du capital des monopoles dominants que l'on retrouve au chapitre du commerce. Préconiser encore aujourd'hui des Fonds communs et autres modes de stabilisation du commerce sans tenir compte de l'échec des négociations, n'est-ce pas dérisoire ? Pourquoi ignorer la possibilité, entrevue en 1975, d'une cartellisation des producteurs du Tiers-Monde ? (8) N'est-ce pas là le seul moyen de modifier le rapport de forces en faveur du Sud ?

d) Concernant les ressources minérales et l'énergie, domaines où les intérêts du Nord sont précisément en jeu, le rapport se contente : (i) de proposer l'accélération de la recherche minière dans le Sud par la création d'un Fonds spécial ; (ii) d'attribuer à la hausse des prix du pétrole, la misère du « quart-monde ». Mais pourquoi donc accélérer le pillage des ressources naturelles du Sud pour permettre au Nord de maintenir son gaspillage ? Pourquoi le mutisme du rapport sur l'économie politique de la rente minière et ses rapports à la division internationale du travail ? (9) Pourquoi ignorer non seulement la responsabilité historique du Nord dans le développement inégal du Sud, mais encore celle de la stratégie du Nord dans la crise contemporaine ? (10)

e) Concernant l'industrialisation, le rapport semble considérer comme positifs les résultats obtenus dans les « NIC » – pays semi-industrialisés – (Brésil, Mexique, Corée du Sud, etc...). Mais pourquoi ignorer :

(i) qu'une stratégie globale de délocalisation accentuerait nécessairement le développement inégal du Sud. Pourquoi ignorer que l'industrialisation accélérée du Brésil est concomitante à la désindustrialisation de l'Argentine ?

(ii) que cette stratégie est fondée sur une politique sociale répressive. Dans tous les NIC la croissance – fût-elle prodigieuse – du PIB et du produit industriel, s'est accompagnée d'une stagnation ou même d'une répression des salaires ouvriers et des revenus paysans. Au contraire on voit dans le cas des développements accélérés au centre du système, en Espagne par exemple, la croissance s'accompagner d'une croissance parallèle des salaires et des revenus paysans. (11)

(iii) que, pour cette raison, les peuples de NIC ne paraissent guère apprécier le modèle proposé. L'Iran du Shah s'est effondré en pleine accélération de sa croissance. La Corée du Sud dément les discours sur la prétendue «croissance avec redistribution».

(iv) que, contrairement aux prétentions du modèle l'option prioritaire en faveur de l'industrie d'exportation n'améliore pas la balance extérieure. La preuve : les NICs ne sont-ils pas les pays du Tiers-monde les plus endettés ?

f) On pourrait multiplier à l'infini les exemples d'insuffisances du rapport.

Le rapport, par exemple, réduit pratiquement ses commentaires concernant les transnationales à la défense de l'idée d'un «code de conduite», mais n'y a-t-il pas un danger pour les pays du Tiers-monde à accepter ainsi de se plier aux exigences d'une nouvelle étape de la mondialisation de la vie économique par les transnationales en lui donnant un statut juridique qu'elle n'a pas encore ?

Le rapport considère les migrations internationales de travailleurs comme profitables pour les deux partenaires (pp 108 et suiv.). Quelle erreur quand on sait que l'histoire a montré que les pays d'émigration sont toujours allés en s'appauvrissant (voir l'Irlande qui avait la population de l'Angleterre lors de sa malheureuse conquête, achevée par son émigration . . .), et que lorsque, par exception, un pays se développait, il cessait de fournir une émigration appauvrissante (voir l'Italie et l'Espagne contemporaines) ! (12)

2.4. Le rapport Brandt donne finalement beaucoup d'importance aux problèmes immédiats et particulièrement au danger de crack financier global, en relation avec l'inflation mondiale et la croissance vertigineuse de la dette extérieure de certains pays.

André Gunder Frank va jusqu'à soupçonner que l'objectif réel du rapport – et le principal objet du sommet proposé – serait précisément d'étudier les voies et moyens d'éviter un crack financier (13).

La solution, l'établissement d'un «lien» (link) entre l'émission des liquidités internationales et l'aide au développement, envisagée il y a déjà de nombreuses années, puis abandonnée, est reprise par le rapport. Ce «lien» permettrait d'éviter l'effondrement financier de certains pays du Tiers-monde dont la dette extérieure menace l'équilibre global. C'est là, dit A. G. Frank, le «vrai terrain d'un intérêt mutuel, celui de l'ensemble des Etats». Mais est-il possible d'établir un «lien» de ce genre ?

Les considérations générales du rapport concernant le système monétaire international paraissent naïves. Le rapport souhaite l'établissement d'un «système monétaire mondial juste . . .». Cela n'a jamais été le cas jusqu'ici. Tout d'abord il n'a existé de système monétaire mondial que durant les périodes caractérisées par l'hégémonie économique d'un centre national. Ce fut le cas au XIXe siècle, jusqu'en 1914, où l'étalon or (en fait Sterling) coïncidait avec l'hégémonie britannique. Cela a été à nouveau le cas, de 1944 (Bretton Woods) à 1971 (suspension de la convertibilité du dollar), pendant la durée de l'hégémonie américaine. Par contre durant ce que nous appelons «la guerre de 30 ans» pour la succession britannique, qui a opposé les Etats Unis et l'Allemagne de 1914 à 1945, il n'y a pas eu de système monétaire mondial.

mais un grand chaos. Ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de système monétaire mondial qu'il y a eu ce chaos, y compris le crack de 1929, mais c'est au contraire parce qu'il n'y avait pas de puissance hégémonique mondiale qu'il n'était pas possible d'avoir un système monétaire mondial. Or nous sommes à nouveau entrés dans une période où la succession des Etats-Unis est ouverte. En faveur de l'Europe (plutôt que du Japon), au moins à l'échelle du système capitaliste, soit global, soit de l'ancien hémisphère (Europe-monde Arabe-Afrique en premier lieu, zones de pénétration en Asie – en accord ou non avec le Japon, quelques zones de pénétration en Amérique Latine...) ? Les jeux sont ouverts. (14)

Le désordre appelle nécessairement l'inflation. Ce fut le cas durant la période 1914–45. C'est à nouveau le cas depuis la seconde moitié des années 60, dans des formes nouvelles, mais pour la même raison fondamentale. La crise a commencé par être celle des rapports dollar versus mark, yen et autres monnaies européennes, et cela pas par hasard. L'incapacité des Etats Unis à assumer leurs responsabilités économiques (compétitivité décroissante vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne sur le marché mondial) et politiques (guerre du Vietnam), s'est soldée par... la chute du dollar.

Sans doute l'inflation a-t-elle désormais des causes structurelles internes qui tiennent à la stratégie des monopoles, renonçant à la concurrence par les prix, et à l'ordre social organisé par «contrats collectifs». C'est pourquoi l'inflation est continue, sous sa forme rampante, depuis 1945. Sans doute cette inflation continue devait-elle impliquer tôt ou tard la réévaluation de l'or, comme la distribution inégale de ses taux, le réajustement des taux de change. Mais tant que l'on était en phase A (1945–70) l'équilibre structurel global (donc entre autre celui – en gros – des balances de paiements... ; peu importait qu'il ait eu un malade chronique, la Grande Bretagne, entretenue par le patron américain pour services passés rendus, et quelques malades épidémiques dans le Tiers-Monde...) assurait le fonctionnement du système monétaire mondial fondé sur l'hégémonie américaine.

Entré dans une phase B, le système se détraque : l'inflation de rampante prend le trot, puis le galop ; les rythmes sont de plus en plus inégaux (de 7 à 30 % l'an) et les changes entrent dans l'instabilité permanente ; le décrochage de l'or s'impose (en 1971) et le métal jaune passe du taux officiel de 35 l'once à celui du marché, désormais libre, de 600 ou 700 l'once ; la crise s'accompagne alors de ce nouveau phénomène : la stagflation. Protester, comme le fait Robert Triffin, (15) contre ces faits – l'instabilité des changes, la non-adéquation des réserves, l'absence de processus d'ajustement – n'avance à rien : il n'y a pas de remède monétaire à une maladie qui a son origine ailleurs que dans la monnaie. Les monétaristes parviendront-ils à le comprendre ?

On suppose en effet que «tout le monde souffre de l'inflation». Non. Les monopoles y trouvent leur compte, comme le chômage vient à temps pour exercer une pression sur les salaires et faciliter les restructurations. Par ailleurs l'inflation, inégale dans ses taux, opère à l'avantage des puissances montantes au détriment de celles en déclin.

On suppose aussi qu'il pourrait exister des mécanismes d'ajustements. En phase A, oui, c'est pourquoi le FMI parlait de l'hypothèse que le déficit d'un pays était dû exclusivement à sa politique nationale. Mais en phase B le déséquilibre est structurel et global et le déficit des uns a pour contrepartie

l'excédent des autres. Il n'est plus possible d'attribuer ces déficits à des politiques nationales «déficientes» ; ils sont la contrepartie nécessaire d'excédents non moins difficiles impossibles même à résorber.

L'ordre monétaire – mondial ou régional, c'est-à-dire alors le désordre monétaire, reflète l'équilibre des forces, ou l'absence d'équilibre entre les pays capitalistes développés et non les rapports Nord-Sud. Or nous avons déjà prétendu que ce qui avait changé c'était bel et bien les rapports entre pays développés. C'est pourquoi le discours sur les «besoins spécifiques des pays en voie de développement» entre autre, «le lieu», est un discours naïf. La question n'est pas là.

Dernière question : le danger de crack financier est-il réel ? ou Est-ce seulement un épouvantail ? La faillite d'une grande institution financière peut toujours être évitée formellement si la banque centrale du pays préfère lui venir au secours (quitte à la nationaliser) et accepter l'inflation qui en découle. En 1929 ce choix était impossible sans suspendre la convertibilité. Or aujourd'hui il n'en est plus de même. Certes la banque centrale d'un Etat donné pourrait hésiter si elle se trouvait seule à la faire parce que l'accélération de l'inflation nationale qui en découlerait contribuerait à détériorer la position de sa monnaie vis-à-vis des autres. Mais la précaution n'est-elle déjà pas prise par l'association dans des consortia des prêteurs des principales institutions financières de tous les pays prêteurs pour chaque prêt international, important et même mineur d'ailleurs ? Dans ce cas le défaut d'un emprunteur important menacerait l'ensemble du système, appelé à réagir d'une façon solidaire pour éviter le crack.

Mais qui sont ces emprunteurs ? Les pays de l'Est et les pays nouvellement industrialisés du Tiers-Mond (les NICs). A propos de ces derniers on rappellera que leur endettement croissant dément l'optimisme de convention de la Banque mondiale qui prône l'industrie d'exportation... Mais en fait les prêts octroyés à ces pays ne sont nullement appelés à être remboursés. Le voudrait-on que l'excédent structural des prêteurs l'interdirait. Ces prêts, bien que pas toujours affectés à des investissements déterminés, constituent la forme contemporaine de l'investissement extérieur. Ils sont destinés à rapporter, et le taux d'intérêt qu'il faudra leur servir, ira sans doute en s'élevant. Par là même une ponction grandissante sera effectuée sur le revenu réel du Tiers-Monde, ce qui est l'objectif même de l'opération. C'est pourquoi le danger de crack nous paraît moins grave qu'on ne le pense. Car ou bien ces pays continueront à aliéner leur indépendance (et leur revenu) par la poursuite indéfinie de ce mode de développement, et tout ira bien, ou bien, à la suite de changements politiques, ils refuseront de rembourser et pourront le faire dans la mesure où, comme dans les exemples historiques précédents, ils seront l'objet de mesures de rétorsion qui les contraindront à l'autarcie, nationale ou collective. Et dans ce cas les banques centrales associées des centres prêteurs viendront au secours de leurs «sinistrés»...

Le danger de crack viendrait plutôt d'ailleurs : des flux erratiques de liquidités détenues par les transnationales (plus encore que par les Etats pétroliers), n'obéissant qu'aux règles de la spéculation à court terme. Dans ce domaine les partisans des changes flexibles ont rendu service aux spéculateurs, mais au détriment de l'intérêt collectif, à éviter la catastrophe... C'est pourquoi peut-être après tant d'engouement pour l'école de Milton Friedman, sans doute pour des raisons d'aliénation idéologique attachée au renouveau néo-libéral les autorités monétaires et politiques de l'Occident amorcent-elles un retour à des comportements moins absurdes.

3. La «stratégie de développement des Nations Unies pour la Troisième décennie», celle des années 80, a été définie par le Comité de Planification du Développement lors de sa 16e session (janvier 80), tandis que sa mise en œuvre pour l'Afrique a été formulée dans un document soumis par la CEA à la conférence des planificateurs africains (session de mars 1980, doc. E/CN14/737).

3.1 La conclusion du premier document – à savoir que «le NOEI doit s'adapter au marché» (para. 133) est révélatrice. La stratégie choisie a donc opté en faveur de l'interprétation de NOEI par les transnationales. Car l'interprétation des 77 – à la fois développement national indépendant et participation à la DIT – entre naturellement en contradiction avec les «règles du marché».

Cette option réduit donc la portée de la stratégie proposée. Celle-ci est certes volontariste : ni le taux de 4 % de croissance annuelle pour la production agricole du Tiers-Monde (pour éviter l'écart grandissant entre la demande solvable et l'offre locale des produits alimentaires), ni celui de 9 % pour l'industrie (pour réaliser l'objectif de Lima d'une part du Tiers-Monde égale à 25 % de la production industrielle mondiale) (16) ne correspondent à des «tendances spontanées». La délocalisation sous la houlette des transnationales permet d'atteindre les objectifs industriels (et même de les dépasser), mais pour quelques pays seulement, et cela sans bien entendu que les objectifs agricoles puissent l'être. D'où la fragilité des NICs.

Des calculs économétriques simples auraient démontré que les deux taux retenus impliqueraient une croissance très forte des importations, (7 à 8 % l'an) plus forte que celle du PIB. Il s'agit donc d'une stratégie extravertie et non d'un développement autocentré, quoiqu'on dise. Or il est douteux qu'en phase de crise l'Occident puisse absorber un tel volume d'importations concurrentielles du Sud !

La stratégie proposée se contente de ces généralités discutables, et n'envisage pas les moyens de la mettre en œuvre. Proposer, en ce qui concerne l'agriculture, des «réformes agraires» et la mise en œuvre du programme intégré de la CNUCED et de la convention de Lomé, est notamment insuffisant. Or la lenteur du développement agricole, caractéristique de la périphérie depuis son origine, est la raison ultime des distorsions de son développement d'ensemble. En ce qui concerne l'industrialisation la stratégie d'ailleurs se garde d'entrer dans le détail : un objectif d'exportations industrielles du Sud vers le Nord égal à la moitié du flux inverse (para 61) ; des généralités sur la mise en œuvre parallèle de la grande et de la petite industrie, qui, formulées de cette manière, sans relations avec les problèmes de la technologie, des prix relatifs et des formes sociales et politiques de la propriété et de la gestion, sont valables pour tous les temps (para 55) ; un coup de chapeau en faveur de la construction des systèmes industriels nationaux (para 56) qui entre en contradiction avec l'ensemble de la stratégie...

Par ailleurs les considérations sur les réformes du système mondial notamment monétaire demeurent vagues à l'extrême.

Dans ces conditions on peut douter que les «objectifs sociaux» (éliminer la famine et l'analphabétisme, réduire la mortalité et assurer le plein emploi pour l'an 2000) soient compatibles avec la stratégie proposée. En particulier il est certain que la famine ne trouvera pas de réponse sans bouleversement radical dans l'articulation agriculture-industrie ; comme il est

certain que l'industrie d'exportation (qui, par définition doit être compétitive) est incapable d'absorber la croissance du chômage urbain prévisible dans le Tiers-Monde.

3.2 Si la stratégie globale pour la 3e décennie est politiquement naïve, sa mise en oeuvre pour l'Afrique est, de surcroît, techniquement misérable.

Faisant preuve d'un manque absolu d'imagination, les auteurs du document ont repris pour l'Afrique les taux mondiaux moyens (4 % pour l'agriculture, 9 % pour l'industrie et 8 % pour les importations !!). Si, évidemment les mêmes taux étaient retenus pour chaque pays, la moyenne serait identique... C'est oublier (i) que les performances de l'Afrique non seulement ont été inférieures à celles des autres régions dans le passé mais encore que l'effondrement de la croissance dans la crise actuelle y est beaucoup plus marquée et ce à des niveaux médiocres de production par tête (un tiers ou moins que pour d'autres régions qui résistent mieux au choc de la crise), (ii) que la loi en Afrique comme ailleurs est celle du développement inégal.

La «technique» du modèle africain est par ailleurs curieuse. Elle est fondée sur une désagrégation du continent dans les groupes suivants : (i) pays moins développés ; (ii) pays de l'OPEP, (iii) autres pays par classe de PIB par tête. Ainsi en ce qui concerne le premier groupe, dont nous avons rappelé l'hétérogénéité, on met ensemble le Soudan, dont le potentiel agricole est le plus riche du continent, et le Lesotho, réserve «surpeuplée» exigüe, annexe de l'économie minière de l'Afrique du Sud. Les paramètres du modèle agricole, essentiel pour ce groupe – une fonction linéaire des superficies et du travail – font donc la moyenne entre les extrêmes du continent ! En ce qui concerne les pays pétroliers, le bon sens aurait voulu que l'on considère séparément la Lybie, l'Algérie et le Nigéria, fondamentalement différents à tous plans, et que l'on évite ici encore l'absurde «moyenne». Enfin, en ce qui concerne le troisième groupe, il n'est pas venu à l'observation des auteurs que le calcul de paramètres «moyens» pour l'Egypte (le pays le plus industrialisé de l'Afrique) et la Guinée Equatoriale (!!), qui, par hasard se retrouve dans la même tranche du revenu, était pour le moins que l'on puisse dire, dénué de sens.

Bien entendu aucune proposition concrète concernant les moyens tant pour les objectifs que pour ceux de l'industrie. A-t-on réfléchi à la concurrence d'autres régions du Tiers-Monde en matière d'industries d'exportation à main d'œuvre bon marché ? A-t-on réfléchi aux perspectives des industries minières compte tenu de l'évolution des centres développés ? A-t-on réfléchi à ce qu'impliquerait une industrie au service de l'objectif agricole de 4 % de croissance annuelle ? Il n'y en a pas trace.

Enfin, pour couronner le tout, on découvre que le modèle «économétrique» démontre que si les coefficients de capital et les élasticités de la demande d'importations résultant de l'observation (les paramètres du «modèle») demeuraient ce qu'ils sont, les objectifs ne pourraient être atteints... le déficit de la balance extérieure allant grandissant. On le savait sans faire l'exercice de calcul du modèle, puisque le développement extraverti des années 50 et 60 a déjà conduit à ce type de crise... Alors, la solution ? On «suppose» que les coefficients de capital et les élasticités de la demande d'importation baisseront... Comment cela sera-t-il possible sans remettre en cause les choix technologiques, sectoriels etc... ? Dieu seul le sait, et on espère bien qu'il interviendra.

Dans ces conditions que conclure de l'emploi –abusif – des termes de «développement endogène» qui sont égrenés au long du texte : que ses auteurs ignorent le sens des mots ?

4. Que faire ? Quelle stratégie opposer à ces projets incohérents, naïfs ou impossibles ? Deux documents importants et lucides dans leurs principes, indiquent la possibilité d'une autre voie.

4.1 La déclaration de Kenneth DADZIE au groupe des 77 (mars 1980) (17) part de constatations réalistes : (i) l'échec de la gestion efficace par le système ; (ii) le changement des rapports internes à l'Occident, à l'origine de la crise du dollar et du système monétaire ; (iii) le changement des rapports Est-Ouest ; et (iv) le refus du Nord de faire des concessions au Sud. Le Directeur général en tire la conclusion qui s'impose pour le Sud, la priorité au développement autocentré au niveau national et collectif. Les réformes éventuelles du système mondial passent alors au second plan, envisagées seulement comme pouvant être, dans l'hypothèse optimiste, des moyens susceptibles de faciliter le développement autocentré du Sud.

Le programme d'action du Sommet africain de l'OUA (Lagos, Avril 1980), reprend ces thèmes : priorité au développement endogène national et collectif, action commune pour tenter de peser sur l'évolution du système mondial dans le sens d'une adaptation meilleure aux exigences de développement autocentré des Etats africains. On aurait seulement souhaité que ce programme fut soutenu par un projet «technique» pour l'Afrique, ce qui, comme on l'a vu plus haut, n'est malheureusement pas le cas.

4.2 Des programmes nationaux et régionaux doivent être élaborés dans le sens indiqué ci-dessus.

Pour tous les pays du Tiers-Monde, moins développés ou pas, NICs ou pétroliers, l'essentiel est de faire la révolution agricole et, pour cela, de restructurer l'industrie (ou de la construire) pour la mettre au service du développement agricole ; de déconnecter donc cette industrie de l'exportation et de la demande solvable interne des couches privilégiées ; d'amorcer un processus de développement de créativité en matière technique qui permettra de mettre au point des technologies adaptées, libérant progressivement de l'importation d'équipements mal adaptés.

Bien entendu les formes et les contenus de la révolution agraire ne sauraient être identiques dans les pays «réservoirs de main d'œuvre» et dans ceux qui ont un potentiel d'expansion agricole vaste. Bien entendu les formes de l'industrie dépendent de nombreux éléments (taille des économies, ressources naturelles et énergétiques etc...) mais aussi et surtout des formes du développement agricole que l'industrie est censée servir. Dans tous les domaines la communauté de l'objectif global et des principes n'exclut pas, loin de là, la variété des situations concrètes, des bases de départ et partant des moyens.

Il reste que nous sommes très loin d'être engagés dans cette voie.

L'Amérique Latine dans son ensemble présente les caractéristiques des «pays nouvellement industrialisés» (NICs). De surcroît elle paraît mieux résister au choc de la crise et a maintenu des taux de croissance honorables au

cours des années 70, alors que ceux-ci s'effondraient tant dans le monde capitaliste développé que dans d'autres régions du Tiers-monde, notamment l'Afrique: L'Amérique Latine pense pouvoir poursuivre ce type de développement, en complétant davantage la gamme des industries d'exportation par des gammes destinées aux marchés locaux, nationaux et régionaux. Elle estime avoir besoin pour cela de pouvoir poursuivre son recours au marché des capitaux et à l'importation massive de technologie. Elle accepte de ce fait une dépendance accrue, d'autant qu'elle tend à se solidariser du monde développé dans le domaine des politiques de l'énergie.

Le monde arabe et (l'Iran), bien que présentant dans l'ensemble un niveau d'urbanisation et d'industrialisation qui le rapproche de l'Amérique Latine, subit les conséquences de sa contribution massive, mais inégalement distribuée, à la production de pétrole. Faiblesse agricole (et potentiel réduit et très inégalement réparti dans ce domaine), question palestinienne, conflit des superpuissances dans la région, impasses des forces politiques qui ont occupé le devant de la scène pendant 30 ans, interfèrent et créent une situation passablement chaotique, analysée dans un texte auquel nous renvoyons (18).

Les NICs d'Asie orientale sont menacés par l'inexistence de leurs marchés internes et leur dépendance extrême du marché mondial, plus marquée encore que pour l'Amérique Latine. La poursuite de leur modèle de développement s'avèrera probablement impossible et le chaos en Corée du Sud n'est sans doute pas indépendant des difficultés d'une «reconversion». Les pays d'Asie du Sud et du Sud-est, comme l'ensemble de l'Afrique, souffrent déjà du report massif des conséquences de la crise. L'effondrement de la croissance et celle des investissements productifs comme l'accentuation des déficits financiers publics et extérieurs y sont déjà situation courante.

Mais si l'ensemble Afro-asiatique constitue d'évidence la chaîne des maillons faibles du système mondial, aucun des pays du groupe (pas même l'Iran bien sûr, ni l'Algérie, l'Angola, l'Ethiopie ou la Tanzanie) ne s'est engagé encore dans la direction systématique d'un développement autocentré véritable. Au mieux quelques éléments d'une telle stratégie ont connu et connaissent un développement embryonnaire et fragile.

Le développement autocentré doit être d'abord national. L'autonomie collective peut faciliter ce choix national, elle ne peut se substituer à sa carence. Dans ces conditions on comprend que la «coopération Sud-Sud» apparaisse comme un prolongement de la «coopération Nord-Sud», et innove peu. Les propositions du rapport Brandt dans ce domaine s'inscrivent dans cette perspective conventionnelle et le plaidoyer en faveur d'une opération triangulaire (finances de l'OPEP et technologies du Nord au secours du Sud) a appelé de la part de certains le mot sarcastique mais juste «continuer à faire la même chose, mais avec l'argent des autres» ! Les mièvreries des conférences des Nations Unies (TCDC, ECDC . . .) innoveront encore moins, et de surcroît n'ont pas de moyens ! Un bilan critique de l'aide de l'OPEP et des pays arabes notamment dans le cadre de la coopération afro-arabe démontre que si les volumes de transferts financiers sont devenus importants les projets proposés, comme d'ailleurs ceux qui sont demandés, restent conventionnels.

Pourtant la crise semble précisément offrir l'occasion d'amorcer une stratégie véritable d'autonomie collective qui pourrait constituer un encouragement puissant à des stratégies nationales autonomes. Les orientations de

«l'aide» affectée au développement remises en cause, le nouveau fonds de l'OPEP pourrait envisager des actions systématiques : (i) pour le soutien à une industrialisation autocentrée. La sidérurgie offre un bel exemple de ce qui pourrait être fait. (19) La crise de celle-ci a en effet arrêté le processus de délocalisation vers le Sud de segments destinés à l'exportation et dominés par les monopoles du Nord. Cet arrêt constitue un motif puissant pour lui substituer une stratégie sidérurgique orientée vers les besoins internes. La distribution inégale entre les pays du Sud des gisements de minerai de fer, des besoins du marché interne et des capacités de financements et de fournitures technologiques devrait appeler des coopérations triangulaires Sud-Sud. Dans le domaine de l'énergie également le développement de ressources de substitution au pétrole pour la consommation interne des pays en voie de développement non pétroliers doit constituer un chapitre important de cette aide nouvelle. Enfin dans le domaine de l'exploitation des minerais la mise au point et l'exploitation de petits gisements destinés à des consommations locales et régionales modestes appelle aussi une aide financière et technique (y compris de recherche appropriée), (ii) pour le développement agricole, notamment dans les domaines qui exigent des investissements importants (irrigation, mécanisation, production des engrais) ; (iii) pour la recherche technologique, notamment dans le domaine de la mise au point d'industries au service des besoins de l'agriculture. Il est intéressant d'observer que la tendance à réfléchir dans ces directions trouve, au sein du Fonds de l'OPEP, des échos favorables.

Par ailleurs la crise a déjà conduit nombre de pays à l'effondrement financier. Or la réponse du système à cette situation — la mise sous tutelle du FMI et du «Club de Paris» — par ses recettes archi-réactionnaires et de surcroît inefficaces, ne peut qu'aggraver le report de la crise sur les partenaires faibles : il s'agit en effet en définitive de faire payer les «pauvres», les couches populaires du Tiers-Monde, pour relever le taux du profit et maintenir les niveaux de consommation et de gaspillage des pays développés. Il est significatif qu'un colloque comme celui récemment organisé à Arusha (Mai 1980) au moment même où la Jamaïque et la Tanzanie refusaient de subir le sort du Zaïre, ait condamné ouvertement la politique du FMI et conclut que cette institution, qui ne constitue plus un véritable système monétaire mondial, avait fait son temps (lié comme on l'a dit à l'hégémonie des Etats-Unis). Or il est intéressant d'observer qu'au Fonds de l'OPEP on prend également conscience de l'exigence de soutiens à court-terme, non pour compléter l'action néfaste du FMI mais pour lui substituer une autre perspective. Le FMI qui est chargé de contribuer à la «déstabilisation» des Etats qui tentent une expérience nationale et populaire autonome — apparaît en effet comme l'Agence chargée de créer les conditions immédiates permettant ensuite aux monopoles d'imposer leur stratégie globale.

L'assistance à court terme nouvelle irait précisément aux pays qui, décidés de s'engager dans une voie autonome, doivent faire face à ces tentatives de déstabilisation.

Finalement l'autonomie collective ainsi conçue constitue le sens que le «non alignement» doit acquérir aujourd'hui. A l'origine, mouvement de solidarité politique pour soutenir les luttes de libération nationale sans devenir l'enjeu des superpuissances, le non alignement peut aujourd'hui contribuer à élargir l'espace d'autonomie des sociétés qui refusent le choix tragique — Chili ou Afghanistan.

A défaut de cette option, les pays d'Afrique et d'Asie tomberont inexorablement, au cours des années de crise à venir, dans le chaos et la désintégration. Ils deviendront l'enjeu de forces extérieures. A moins que les révoltes populistes n'y amorcent des changements plus fondamentaux.

NOTES

- (1) Les quatre articles sur la crise sont les suivants :
 - a) Vers une nouvelle crise structurelle du capitalisme, Minuit 9, 1974
 - b) C'est une crise de l'impérialisme, Minuit 14, 1975
 - c) Développement autocentré, autonomie collective et nouvel ordre économique international, Revue de l'AETM, No 1, 1977
 - d) A propos du NOEI et de l'avenir des relations économiques internationales, *Africa Development* No 4, 1978
- (2) North-South, A Programme for survival, Pan Books, London 1980
– Comité de Planification des Nations Unies, 16e session (Janvier 1980), New York ONU, 1980
– Stratégie de développement pour la 3e décennie du développement en Afrique, doc. ronéoté CEA, E/CN14/737, mars 1980, Addis Ababa
- (3) Voir article cité en 1 (d)
- (4) André G. Frank, *Keynesian North-South and Easy-West paradoxes in the Brandt report*, mimeo, 1980.
- (5) Pour une critique du concept de «pays moins développés» et une typologie de ceux-ci voir, Samir Amin, CNUCED III – Un bilan, Bulletin of Peace Proposals, Oslo, No 3, 1972.
- (6) Concernant les différents modèles coloniaux en question (économie de traite compagnies concessionnaires, économies de réserve...) voir S. Amin, *Sous-Développement et Dépendance en Afrique Noire*, Tiers-Monde, No 52, 1972.
- (7) Le rapport Brandt traite un peu les peuples comme on traite de la question des femmes dans la plupart des rapports : on leur consacre un chapitre particulier, sans se soucier de savoir si ce que l'on dit dans ce chapitre n'est pas en contradiction avec ce qui est dit ailleurs ! Pourtant on sait bien maintenant, grâce précisément aux travaux importants des groupes féministes que les conditions du travail domestique non rémunéré (mais néanmoins producteurs de valeurs d'usage) agissent sur les valeurs caractéristiques du produit du travail social (producteur de valeurs d'échange). En ignorant ces travaux, le rapport Brandt tombe, en ce qui concerne le «secteur informel» dans des platitudes creuses.
- (8) Nous faisons référence ici au programme adopté par la conférence des non-alignés à Dakar en février 1975 qui préconisaient la constitution d'associations de producteurs du Tiers-Monde (et non d'associations mixtes de producteurs et de consommateurs) et la création d'un Fonds commun permettant de soutenir les luttes engagées par ces associations pour un relèvement des prix (et non un Fonds de stabilisation).
- (9) Pour l'économie politique de la rente minière, voir S. Amin, la loi de la valeur et le matérialisme historique Chap. VI Ed. Minuit, 1977.
- (10) La stratégie du Nord concernant les ressources minières, fondée sur des considérations multiples (prix, sécurité des approvisionnements, perspectives à long terme des réserves...), est ignorée dans le rapport. Or cette stratégie, qui vise souvent

- à la centralisation des actions (par exemple la «ceinture de sécurité» en ce qui concerne le minerai de fer), est à l'origine de développements inégaux dans le Sud.
- (11) Pour une comparaison éclairante entre le développement industriel extraverti de la Corée du Sud et le développement autocentré de la Corée du Nord et leurs Effets sociaux voir :
Korea, North and South, the deepening crisis ed. by Gavan Mc Cormack and Mark Selden, MR Press, 1978.
Cet ouvrage permet de corriger les commentaires naïfs concernant la Corée du Sud que l'on trouve dans un ouvrage comme «Redistribution et Croissance» (ed. par I. Chenery, R. Jolly et All...), PUF 1977. On sait qu'au Brésil par exemple, l'industrialisation accélérée a été accompagnée par une réduction des salaires réels et des revenus des paysans (voir les études de F.H. Cardoso, R.M. Marini etc...). Par opposition en Espagne, le «miracle» des années 50 et 60, a été caractérisé par une croissance parallèle de la productivité et des revenus du travail. Il y a là toute la différence entre le développement périphérique et celui des centres, même «attardés».
- (12) On était parvenu aux mêmes conclusions dans l'étude des flux migratoires en Afrique de l'Ouest, à savoir qu'ils appauvrissent le pays d'émigration (par exemple la Haute Volta) aux bénéfices des régions d'immigrations (par exemple la Côte d'Ivoire) voir, les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest, par S. Amin, Oxford V. Press 1974.
- (13) Article cité en (4).
- (14) Va-t-on ou non vers une nouvelle «hégémonie» européenne ? La question est à discuter. Ce qui est sûr c'est que le développement inégal au sein de la CEE a amené l'Allemagne à être compétitive avec les Etats-Unis (voir l'analyse de ses exportations motrices), tandis qu'au contraire la France et l'Italie, malgré leur croissance forte, optaient pour des secteurs moins dynamiques à long terme, et que le déclin de l'Angleterre ne cessait de s'aggraver. Il y a deux issues à cette évolution : (i) ce développement inégal conduirait à l'éclatement de l'Europe et le déclin relatif des pays incapables de rattraper l'Allemagne, ceux-là se verraient de plus en plus concurrencés par les «nouveaux pays industrialisés» de l'Est et du Tiers-Monde ; (ii) au contraire le maintien de l'unité européenne permettrait, fut-ce sur la base d'un développement inégal en son sein, de mettre les avancées allemandes au service de la nouvelle hégémonie économique européenne. Nous reviendrons sur ce sujet ailleurs.
- (15) On pense ici aux nombreux articles de Robert Triffin, accusant «l'inflation mondiale» et prônant la création d'un système monétaire universel fortement centralisé, une sorte de Banque centrale mondiale, capable de mettre un terme au désordre actuel...
- (16) Référence est faite ici à la Déclaration et au Plan d'action de Lima adoptés par la Conférence générale de l'ONUDI (Lima, 1974).
- (17) Référence est faite ici au discours prononcé en Mars 1980 par Kenneth DADZIE au groupe des 77 à New York, doc. ronéoté, ONU 1980.
- (18) Samir Amin, l'Economie Arabe Contemporaine, Ed. de Minuit, 1980.
- (19) Un travail sur la sidérurgie et les stratégies que le Sud pourrait adopter dans ce domaine est en cours au sein du groupe de l'UNITAR (Programme «Stratégie pour le Futur de l'Afrique»). Ce travail de Feyçal Yachir sera disponible fin 1980.
- (20) Le colloque d'Arusha (Juillet 1980) organisé par la fondation Dag Hammarskjöld et l'IFDA (Genève) a développé une critique systématique du rôle du FMI à laquelle nous faisons référence ici.

SUMMARY

The World System is undergoing a structural crisis. Samir Amin's purpose in this article is to re-examine the solutions proposed in the report of the Brandt Commission, particularly as regards the North-South relations.

He first states that this crisis is the normal resultant of changes in the economic and political power relations during the 1945–1970 period of growth. The Third World countries entered the crisis as victims of extroverted development. The crisis, because it is global, is consequently a crisis of the theory of development. The author then criticizes the theoretical principles which underpin the proposed solutions.

Thus, analysing these solutions in agriculture, he first points out that the priority given to it is rather superficial because it recommends the reduction of food priorities to food projects without reconsidering the overall policy of world integration. Such measures would only sharpen the poverty of the peasants. As for industry, he shows that the success of the «New Industrialized Countries» as defined in the report is certainly not in terms of the incomes of the workers and of the peasants; neither is it in terms of the social policy of these countries since it is a repressive one. The priority given to export industry does not in any case improve the foreign trade balance of these countries; the proof being that these are the most indebted countries.

He then discusses issues such as Transnationals (about which the comments of the report are limited to the idea of a code of conduct), international migrations (which contrary to what is said in the report, are not always advantageous to the countries) and the imminence of a financial breakdown which would be more likely caused by the erratic liquidities of transnationals (which are more than those of the petroleum exporting countries) than the world inflation.

The author then draws the conclusion that the solutions proposed in the report are incoherent, naive and impossible. Any strategy oriented towards a genuine ideology of development should give priority to the following:

1. a self-centered development at the national and collective level;
2. a restructuring of industry which would be at the service of agricultural development. For the author, the salvation lies in a maximum delinking of the Third World from the World System.